



BATTRE LA RÉFORME DES RETRAITES ET DÉGAGER MACRON



IL FAUT UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Les profits des 40 plus grosses sociétés cotées en bourse à Paris (CAC 40) atteignent 172 milliards d'euros. Ils seraient en hausse de 34 % par rapport à 2021 et auraient même doublé, comparés à 2019, avant le Covid !

Les travailleur-ses et les jeunes n'ont pas été aussi nombreux-ses, en grève et dans la rue depuis longtemps ! Exxon avec +45 % et Total avec +28 % ont battu des records de profits en 2022. Comme les raffineurs ont eu raison en octobre de faire grève pour leurs salaires et récupérer leur dû ! Les capitalistes pompent sur la force de travail de celles et ceux qui travaillent et produisent.

ASSEZ DE LA SUREXPLOITATION !

Grande-Bretagne, Espagne, Portugal, partout des mobilisations et des grèves ont lieu sur les salaires, contre la hausse des prix de l'énergie et la cherté de la vie en général, et des mobilisations contre des lois comme celle de Macron-Borne sur les retraites.

En France, Macron n'a cessé de prendre des mesures pour accroître les bénéfices des ultra-riches et gros capitalistes français. Cette énième attaque sur le droit à une vraie retraite arrive comme une insulte aux visages de toutes celles et ceux qui ne peuvent plus joindre les deux bouts. Alors l'envie de

dégager Macron et cette loi du profit monte ! Ça tombe bien, il n'est pas aussi solide qu'il en a l'air. Des conditions de vie qui se dégradent pour les jeunes comme pour les anciens, des grèves déterminées sur les salaires et la petite respiration après les années Covid qui nous avaient isolés... tout ça s'accumule et pète à la gueule de Macron aujourd'hui.

UNE GRÈVE GÉNÉRALE POUR DÉGAGER MACRON

Nous sommes uni-es, avec les syndicats et les partis de gauche, derrière cette idée de lui faire mettre un genou à terre sur sa réforme des retraites.

Les journées de grève de 24h

rapprochées ont permis de sentir notre force et montrer notre unité. Désormais, passons à la vitesse supérieure. Il faut stopper le travail pendant plusieurs jours et arrêter de faire tourner la société pour eux. Syndiqué-es et non syndiqué-es, utilisons le temps de grève pour nous organiser, discuter de notre lutte, de nos revendications entre collègues, de nos actions pour étendre la lutte et collecter pour les caisses de grève.

Nous le sentons : si nous gagnons, toutes nos revendications pour une retraite pleine et entière à 60 ans max, pour de vrais salaires, de vrais emplois, de vrais services publics de qualité, devront être à l'agenda politique et

des luttes des mois qui suivent.

... ET LES POLITIQUES POUR LES CAPITALISTES

Leur infliger une défaite majeure, en fait, ce n'est pas seulement les faire reculer temporairement. Au fond, il ne s'agit pas d'amender la réforme des retraites mais bien de retirer définitivement des mains de ce gouvernement et des capitalistes le droit de décider pour nos vies.

Pour cela, il faut un gouvernement qui défend nos intérêts comme celui de Macron défend ceux des capitalistes. Un pouvoir qui devra avoir un programme ferme face aux capita-

listes en commençant par le nerf de la guerre : mettre en propriété publique les grands secteurs de l'économie que les gros actionnaires possèdent aujourd'hui (énergie, agriculture, pharmaceutique, banques...).

Mais, aujourd'hui, les travailleur-ses et les jeunes n'ont pas de parti de masse qui défend ce programme de classe. Alors dans le cours de la lutte, tout cela doit aussi être mis à la discussion entre grévistes, militant-es, syndicalistes... Renforcer la lutte et plus largement l'organisation des travailleur-ses et des jeunes, proposer un programme pour le socialisme, c'est l'objectif des militant-es de la Gauche révolutionnaire. Rejoignez-nous !

POUR UN PARTI DE MASSE DE TRAVAILLEURS POUR LE SOCIALISME !



**POURQUOI
UNE GRÈVE GÉNÉRALE
EST À L'ORDRE DU JOUR**

PAGE 4



**QUE PERMETTRAIT
UN PARTI DE MASSE
DES TRAVAILLEURS
DANS LA LUTTE ACTUELLE
SUR LES RETRAITES ?**

PAGE 3



**GRANDE-BRETAGNE :
LE RÉVEIL DE
LA LUTTE DES CLASSES**

PAGE 7

8 MARS : TOUTES ET TOUS EN LUTTE POUR L'ÉGALITÉ CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON, LE SEXISME ET LE CAPITALISME !



DOUBLE OPPRESSION DES TRAVAILLEUSES, ENCORE PLUS DE RAISONS DE LUTTER !



Les luttes se multiplient dans le pays, les syndicats recrutent, la classe ouvrière avec les femmes travailleuses sont dans la rue ! Ce sont des millions de femmes et d'hommes ensemble qui se battent aujourd'hui contre les capitalistes et leurs sous-fifres au gouvernement. Lors du 8 mars comme dans les luttes pour la retraite qui se déroulent, nous devons montrer que nous sommes tous et toutes unies. Les travailleuses exploitées ont bien plus en commun avec leurs collègues masculins qu'avec Christine

Lagarde ou Elisabeth Borne ! Les capitalistes, quel que soit leur genre, ont pour but d'exploiter notre force de travail pour s'enrichir. Et dans ce système, les travailleuses subissent une double oppression, à la maison et au travail. Dans les pays les plus riches, les luttes massives ont permis l'éducation des filles, le suffrage universel, le droit à l'avortement, etc. Cependant, ces droits ne sont pas inscrits dans la roche puisqu'ils sont toujours sujets de débats. Et le capitalisme continue de maintenir le mécanisme social lié

à l'oppression des femmes : par l'inégal partage des tâches parentales et domestiques, qui ne sont pas pris en compte et qui pèsent sur la carrière ; par l'insuffisance des structures d'accueil de l'enfance, qui est un obstacle à l'engagement professionnel ; par le poids des stéréotypes et de la discrimination ; par un salaire souvent inférieur (en 2020, d'après les données Eurostat les femmes gagnaient 15,8 % de moins que les hommes). Ces quinze dernières années, les femmes ont été particulièrement touchées par la fermeture de services publics (crèches, cantines, maternités), par l'inflation car elles gagnent moins, par la réforme des retraites car avec le décalage de l'âge de départ, elles vont prolonger leur activité, par la suppression des subventions aux associations protectrices des femmes... et encore plus.

QUELLES REVENDEICATIONS ?

Nous avons tous besoins d'un bon travail et d'un bon salaire pour vivre ! Il ne s'agit pas d'une lutte des femmes contre les hommes, il s'agit d'une lutte entre travailleurs et travailleuses unis contre les capitalistes, qu'ils soient hommes ou femmes. Les femmes doivent prendre leurs pleines parts dans la lutte et sans division !

> Pour un emploi et un salaire décent pour toutes et tous. Travail égal = salaire égal !
> Stop aux violences, au harcèlement et à toute forme de discrimination !
Contre le sexisme, mais aussi l'homophobie, le racisme...!
> Des services publics gratuits et de qualité : accès aux soins (contraception et avortement gratuits) éducation, crèches, assistance sociale, transports...

Pour répondre à nos besoins, l'organisation socialiste de la société est la seule qui permet de mettre fin à l'exploitation des travailleurs, qui fournit les moyens concrets de rompre avec les causes profondes de l'oppression des femmes, développe des modes de gestion collectifs et publics des tâches domestiques, sans exploitation de qui que ce soit.

C'est ce pour quoi on se bat aujourd'hui, dans la rue, dans les luttes, pas qu'au 8 mars ! Ensemble, faisons entendre nos revendications, pour en finir avec l'oppression des femmes et le capitalisme !

LE 8 MARS, UN JOUR DE LUTTE INITIÉ PAR LES MILITANTES RÉVOLUTIONNAIRES

Le 8 mars, nous célébrons la Journée internationale des droits des femmes, afin de rappeler à toutes et tous l'importance de l'égalité des droits entre femmes et hommes. Si cette date a été officialisée par l'ONU en 1977, elle prend ses origines plus loin dans le passé ; en effet, la première forme de cette journée a été mise en place par les femmes socialistes aux États-Unis, qui célébraient, le dernier dimanche de février, le National Women's day à partir de 1909. Puis, en 1910 à Copenhague, la journaliste et militante socialiste allemande du nom de Clara Zetkin a incité tous les pays à l'adopter. Le 8 mars 1917, la révolution russe éclate grâce à des manifestations de femmes dans la ville de Petrograd (aujourd'hui St-Petersbourg) qui réclament « le pain et la paix ». La date du 8 mars est donc posée en Russie. La France n'appliquera la Journée internationale du droit des

« L'émancipation de la femme, comme celle de tout le genre humain, ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital »

Clara Zetkin

femmes qu'à partir de 1982.

Cette journée internationale de lutte commémore les luttes des femmes travailleuses, mais est surtout là pour faire avancer ces droits. Et cela, avec une ligne de classe ! Car Clara Zetkin l'avait compris, l'oppression sexiste est encouragée, maintenue, par la société capitaliste dans laquelle nous nous trouvons. Et c'est ensemble, travailleurs et travailleuses, opprimés, que nous devons nous réapproprier notre travail et nous libérer de notre joug !

■ CLARA

SEUL LE SOCIALISME PERMETTRA LA LIBÉRATION COMPLÈTE DE LA FEMME

Les marxistes, dont Marx lui-même, ont milité et lutté contre la relégation de la femme au foyer et ont montré que la libération des femmes fait partie des intérêts de l'entièreté de la classe ouvrière.

Ce sont aussi les militantes et combattantes héroïques de la Commune qui ont montré au plein jour le courage, la détermination et l'importance des femmes dans la lutte que ce soit dans le combat contre les armées versaillaises ou dans l'obtention de droits comme la reconnaissance des unions civiles, la fin de la distinction entre enfants « légitimes » et « naturels », l'égalité salariale entre enseignants et enseignantes, la fin de la prostitution...

La Révolution Russe de 1917 sera aussi importante pour les droits des femmes, permettant de mettre fin à des siècles d'un ordre social mettant la femme en infériorité, avec même la

légalisation de l'avortement, le droit de vote, la possibilité de recourir au divorce... L'éducation, les soins et certaines tâches ménagères comme le lavage du linge ou les repas sont socialisés avec des laveries et des cantines collectives, entre autres, permettant aux femmes de ne pas subir plus de charges, améliorant concrètement leur quotidien.

La classe des travailleurs est la seule qui peut renverser le capitalisme, et mettre en place le socialisme. Une société libérée de la domination d'une minorité qui possède les moyens de productions, qui nous exploite, nous opprime et nous divise. La lutte pour l'émancipation des femmes est indissociable de notre lutte pour la révolution socialiste ! C'est par cette lutte commune des travailleurs et travailleuses que les femmes peuvent radicalement améliorer leur vie mais aussi celle de toute la classe ouvrière.

■ MARIE

RÉFORME DES RETRAITES : UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEUSES

Contrairement à ce qu'affirme la première ministre Elisabeth Borne, la réforme des retraites pénalise les femmes et entérine la précarisation intolérable dont pâtit la majorité des travailleuses. Le modèle proposé par le gouvernement pour leur permettre de partir plus tôt à la retraite – en comptant les congés parentaux dans les cotisations – ne s'appuie que sur le modèle d'une carrière longue, ininterrompue, et commencée avant 21 ans ! Soit... environ 3000 femmes.

La réforme ne prend aucunement en compte les travailleuses à temps partiel quand cette situation concerne près d'une femme sur trois ! Rien non plus sur la prise en compte de la pénibilité ni des carrières hachées qui sont le lot de la majorité des travailleuses. Quant à la soi-disant « hausse de pension », elle reste insuffisante pour couvrir l'augmentation du coût de la vie. Mobilisons-nous pour des retraites et des carrières dignes pour toutes et tous !

■ A.

QUE PERMETTRAIT UN PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

DANS LE MOUVEMENT ACTUEL SUR LES RETRAITES ?

■ MATTHIAS

Alors que des millions de travailleurs sont en grève, paradoxalement, le niveau d'organisation de la classe ouvrière n'a jamais été aussi faible. Les travailleurs n'ont plus de parti aujourd'hui qui les représente et leur permette de s'organiser en tant que classe pour lutter contre le capitalisme.

COMMENT S'ORGANISER ET RENFORCER LE MOUVEMENT OUVRIER ?

Dans ce mouvement, avant le 7 puis le 11 février, les confédérations syndicales n'ont pas réellement proposé de plan de lutte (il fallait attendre le jour de la grève pour connaître la prochaine date). Le rythme soutenu et l'unité ont permis à une partie importante des travailleurs et des jeunes d'entrer en action. Ce qui a contraint les directions à appeler au 7 mars et à hausser le ton.

Mais dans beaucoup d'entreprises, les syndicats n'existent pas. Et là où ils existent, quelle que soit l'étiquette, ils sont bien souvent englués dans les discussions/négociations avec les directions et ont des difficultés à faire le travail de mobilisation sur les retraites ou autre chose.

Souvent, des groupes de travailleur-ses sont venus spontanément seuls aux manifs, sans avoir reçu d'appel à la grève pour les journées d'actions. Et il y a eu très peu de secteurs où des Assemblées générales sont tenues pour discuter des revendications et élargir le mouvement sur les salaires. Ceci n'est pas la faute des syndicalistes en général mais une partie des traditions d'organisation des luttes n'a pas été transmise.

Fort heureusement la situa-



Cortège de la FI à la manifestation du 16 février à Montélimar

tion peut faire changer les choses. Les nouvelles adhésions en janvier février de milliers de travailleur-ses peuvent revitaliser l'outil de base d'organisation et de lutte que sont les syndicats. Il faut stimuler l'auto-organisation et la formation des syndicalistes et ne pas craindre de discuter des enjeux de la lutte, de pourquoi et comment mobiliser notre classe.

POUR L'UNITÉ DES TRAVAILLEUR-ES ET DE LEURS ORGANISATIONS !

Du côté des partis politiques, c'est aussi faible. De nombreux militants de gauche sont actifs dans la construction de la grève pour sa réussite. Des initiatives sont prises : caisse de grèves, rassemblements de soutien. Mais il ne s'agit pas simplement de soutenir la grève. Le rôle des militant-es d'un parti de masse des travailleurs serait tout autre chose, celui de montrer le potentiel politique de la lutte, de pouvoir élever le niveau de conscience politique général dans la classe ouvrière,

d'unifier et que ses membres investis dans les syndicats fassent le boulot militant.

Au niveau national, une division entre les partis et syndicats est entretenue. Mais dans beaucoup de petites villes, les militants syndicaux et politiques sont souvent les mêmes, ou du travail commun est fait. Et les travailleurs qui se syndiquent aujourd'hui, en pleine lutte, font clairement un acte politique. Le fait que la LFI ait appelé au 21 janvier quand il n'y avait pas encore de date des syndicats a été une bonne chose et n'a été en rien concurrent. Prendre l'initiative ne consiste pas à donner arbitrairement des ordres, mais à s'adapter le plus possible à la situation, et à formuler des propositions en direction de tous les couches de travailleurs, les jeunes, les retraités...

AVOIR UN PROGRAMME POUR FAIRE AVANCER LA LUTTE

La forte unité actuelle, syndicale et politique, repose sur un seul point d'accord : l'op-

position à la retraite à 64 ans. Mais la situation ouverte par les grèves massives sur les retraites va bien au-delà : salaires, conditions de vie, volonté de dégager Macron. Tôt ou tard ces questions arriveront sur la table, si le mouvement se généralise et davantage encore s'il prend la forme d'une grève générale. Cela pose la question du pouvoir... Il faut s'y préparer et avoir des propositions pour que la lutte se poursuive même si l'unité n'est plus complète.

Le rôle d'un parti de masse des travailleurs consiste à proposer un programme pour que les travailleur-ses puissent se lancer dans la bataille. Et à tracer la perspective pour se débarrasser du capitalisme. Le programme pour être réellement anticapitaliste doit être socialiste. Le combat pour une société où les principaux secteurs de l'économie seront sous le contrôle des travailleur-ses pour planifier et répondre aux besoins de tous est essentiel. Pas pour un futur lointain mais pour être armé aujourd'hui dans les batailles contre le Capital.

MACRON : SA FORCE DE FAÇADE, C'EST DU FLAN

Depuis le 19 janvier, plusieurs journées de grèves ont donné lieu à des mobilisations massives contre la réforme des retraites d'Emmanuel Macron. Tandis que le 19 janvier, plus de 1,5 millions de travailleurs étaient mobilisés, le samedi 11 février, nous étions plus de 2 millions à manifester dans toute la France. Ces journées de grève répétées à l'initiative de l'intersyndicale nationale démontrent la colère de la classe ouvrière contre Macron et le rejet total de ses politiques.

QUELLES BÉQUILLES POUR LE GOUVERNEMENT ?

Depuis plusieurs semaines, Macron et toute sa clique politique affichent un mépris de classe et semblent pour l'instant déterminés à poursuivre la réforme. Mais le manque de clarté, les explications mensongères dans les médias concernant la réforme... ravivent la volonté majoritaire contre Macron dans la rue.

En réalité, le gouvernement a toujours été minoritaire puisque le groupe de la majorité présidentielle n'a que 165 sièges sur les 577. Il compte sur les Républicains et le Rassemblement National pour appuyer ses politiques anti-ouvrières. Macron compte sur un accord avec les Républicains pour obtenir une majorité. Mais rien n'est acquis, 38 députés LR ont voté contre l'article 2 qui prévoyait la mise en place d'un « index seniors », plus par peur de ne pas être réélus que

par conviction... Cela montre une certaine fébrilité dans les partis bourgeois sur la tactique à adopter.

D'ailleurs, le Conseil Constitutionnel a aussi donné un avis plutôt négatif concernant le projet de réforme des retraites en insistant sur l'inconstitutionnalité de certains articles, et des doutes sur le stratagème que le texte soit intégré dans une loi à caractère budgétaire de financement de la Sécu.

SITUATION INSTABLE : LA NÉCESSITÉ DE L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS

Macron a une base sociale réduite car une partie des classes moyennes s'appauvrit. Il ne tient que par le manque de conscience de la classe ouvrière en sa force et son manque d'organisation, ce pourquoi il tente le bras de fer comme Sarkozy en 2010.

Pour cela, contre Macron qui nous attaque sur tous les fronts, il faut mobiliser également sur la question des salaires, des conditions de travail, des services publics et de la précarité. La classe ouvrière, dans la préparation d'une grève reconductible à partir du 7 mars, doit étendre la mobilisation à un maximum de secteurs mais également aux lycées et aux universités.

Un mouvement de masse va poser la question de qui dirige la société et pour quels intérêts. Il faudra dégager Macron et toute sa clique au service du capital et le remplacer par un gouvernement des travailleurs.

R.N. - L'ESCROQUERIE POPULISTE

■ LÉON.R

Depuis le début de la période réforme des retraites, le RN passe son temps à crier sur les réseaux sociaux et les plateaux télé, et à prétendre qu'ils sont la seule opposition à Macron. C'est une énorme fumisterie. Le RN a voté avec les députés macronistes contre les augmentations de salaires, la taxation des super-profits, contre le repas à un euro pour les étudiants, le rétablissement de l'ISF, etc. Pendant les débats sur la réforme des retraites, ils ne semblaient pas si

opposés au gouvernement que ça, et préféreraient rester sages, toujours dans l'objectif de paraître présentables pour la bourgeoisie et prêts à gouverner.

D'ailleurs, ils ne soutiennent pas les mobilisations des travailleurs et craignent un blocage du pays. Dans les mairies où ils sont élus, le RN mène aussi des politiques anti-ouvrières. Nous devons continuer à les démasquer. Face à l'extrême-droite, il faut un discours de classe, et montrer à l'ensemble de notre camp que la seule issue à cette société capitaliste, c'est de se battre pour le socialisme.

LA DROITE UNIE : LREM, LR ET LE RN VOTENT CONTRE L'AUGMENTATION DU SMIC PROPOSÉE PAR LA NUPES

CONTRAIREMENT À LA GAUCHE, NOUS, ON AIME LES PAUVRES !

ET QUAND ON AIME QUELQU'UN, ON NE CHERCHE PAS À LE CHANGER !

TU VAS RESTER PAUVRE, PARCE QUE C'EST COMME ÇA QU'ON T'AIME !



POUR UNE CGT DE COMBAT !



Le 53^e congrès confédéral de la CGT se tient du 27 au 31 mars dans un contexte marqué par un renforcement de la lutte des classes depuis plusieurs mois, et par la mobilisation massive contre la contre-réforme des retraites de Macron.

Cet accroissement de la combativité des travailleurs et des travailleuses suit plusieurs années de défaites ou de luttes importantes inabouties depuis 2016 (Loi El Khomri et ordonnances Macron, statut de la SNCF et des cheminots, retraite à points, etc.) et d'incapacité du mouvement syndical à répondre aux enjeux.

Dans cette période, la direction de la CGT s'est montrée plus encline à promouvoir un prétendu « dialogue social » et une action syndicale intégrée au sein des instances représentatives du personnel ou de celles de l'État. Pourtant, le capitalisme surexploite et n'a plus rien à lâcher au cours de négociations. L'orientation proposée par la direction du syndicat pour ce congrès incarne la poursuite de cette politique qui vise à liquider le caractère de classe de la CGT. Comment ?

QUEL DÉBAT AU CONGRÈS ?

Sur le fond, il s'agit plus de « syndicalisme rassemblé » pour justifier de s'approcher de l'orientation d'accompagnement de la direction de la CFDT. A ce congrès, la direction veut abandonner la centralité de la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme. Elle défend une CGT pour laquelle l'exploitation capitaliste serait une forme d'oppression et de domination spécifique comme les autres (sexisme, racisme, etc.). Or la société de classe et l'exploitation capitaliste sont les fondements et les causes de ces oppressions et dominations. Philippe Martinez et Marie Buisson (secrétaire générale de la FERC-CGT, la

fédération enseignement supérieur et recherche), candidate officielle de l'organisation présentée par la commission exécutive confédérale, incarnent cette approche.

C'est un débat central qui traverse d'ailleurs d'autres organisations ouvrières dans le monde. Malheureusement il n'est pas posé pour être débattu sur le fond. La bataille contre le sexisme et pour les droits des femmes devient une tactique pour invalider toute opposition à la ligne Martinez. Ceci crée des tensions dans la préparation du congrès.

Une autre orientation entend s'opposer à cette dérive de la CGT. Elle est incarnée, entre autre, par Olivier Mateu, secrétaire général de l'Union départementale des Bouches du Rhône (UD 13). Il est soutenu par un certain nombre de structures CGT (UD et fédérations). Cependant, cette « opposition » au sein de la CGT s'effectue sur une orientation de repli frileux, où la CGT se suffit à elle-même et à la classe ouvrière pour mener le combat contre le capitalisme.

DEUX LIGNES FONDAMENTALES S'OPPOSENT

Afin de mettre un coup d'arrêt à la dégradation des conditions de vie et de travail de l'immense majorité de la population et de la classe, il faut une orientation pour un syndicalisme de lutte, de classe et de masse. La CGT doit être un outil pour organiser dans leurs lieux de travail et saisir l'opportunité du mouvement actuel pour se reconstruire autour de ce programme.

Le système, en crise structurelle, mène une offensive généralisée. Ceci rend nécessaire la constitution d'un front unique ouvrier large qui inclut l'ensemble des organisations (politiques, syndicales et associatives) du mouvement ouvrier pour emmener les couches les plus larges dans la lutte contre le système capitaliste.

VAGUE D'ADHÉSION AUX SYNDICATS

Depuis des années, les syndicats connaissent une érosion importante : par exemple, 200 000 membres de moins en 10 ans à la CGT (à 600 000 membres). Environ 250 000 en moins à la CFDT entre 2012 et 2021 (à environ 600 000 membres).

Mais depuis le début de l'année et la lutte sur les retraites, ils connaissent une vague d'adhésions : plus de 13 000 à la CGT, plus de 10 000 à la CFDT, plus de 5 000 à FO...

On peut en tirer un enseignement : lorsque les organisations sont combattives, les travailleurs et les travailleuses les rejoignent alors qu'ils et elles les désertent quand elles ne répondent pas aux enjeux des nécessités de la lutte des classes.

Les nouveaux adhérents qui entrent dans le mouvement syndical devront prendre toute leur place et pousser pour que les syndicats soient de véritables instruments de lutte et de victoires pour la classe ouvrière.

POURQUOI UNE GRÈVE GÉNÉRALE EST À L'ORDRE DU JOUR

■ LEÏLA MESSAOUDI

Infliger une défaite à Macron : l'idée est désormais dans les têtes de millions de travailleur-ses, de jeunes et de retraité-es. La mobilisation contre la loi Borne-Macron des retraites en est devenue l'occasion.

Début 2022, après le Covid, la situation nous a permis de respirer un peu. Mais les profits sont repartis à la hausse comme jamais, avec aucune amélioration pour nos salaires et conditions de vie ! La lutte des classes a continué de cheminer. Des grèves sur les salaires se sont déroulées pendant l'été. Et on a senti l'envie d'en découdre lors la journée de grève interpro du 28 septembre 2022, puis avec les grèves déterminées sur les salaires des raffineries en octobre ou de Sanofi en novembre-décembre. C'est cet effet d'accumulation qui explique les mobilisations de masse depuis le 19 janvier 2023 et l'expérience des grèves récentes qui s'y additionne. Une lame de fond de nos colères s'est formée.

CONSTRUIRE LA GRÈVE DE MASSE !

Macron n'est pas là pour céder. L'enjeu de la loi sur les retraites, c'est d'infliger une défaite aux travailleur-ses tout en permettant aux capitalistes d'enfin se faire du fric sur les retraites. Mais si Macron est intransigeant, il est aussi fragile. C'est tout cela que les grévistes sentent, tout comme celles et ceux qui manifestent, et c'est pour cela que les manif sont massives.

Passons à la vitesse supérieure ! Face à l'ampleur des



attaques et au caractère autoritaire et répressif du gouvernement, seule une grève de masse est capable de bloquer Macron, de stopper toute sa politique et de coaguler ces courants de colère profonde qui ont surgi.

Le gouvernement ne cédera probablement pas en une journée. Et les grèves massives de 24h ne gagnent pas seules face à des contre réformes sociales. Toute une série de syndicats de secteurs, notamment ceux touchés par la fin des régimes dits spéciaux ont déjà annoncé un mouvement reconductible. L'intersyndicale unitaire doit être ferme. Si la loi retraites n'est pas intégralement retirée le 7 mars, alors ce sera le début d'une grève



nationale reconductible. Il va falloir étendre la mobilisation et structurer la grève.

UNE GRÈVE GÉNÉRALE POUR DÉGAGER MACRON ET LES CAPITALISTES

Si tout le pays arrête de travailler et de produire, si les écoles sont fermées et une partie des commerces également, nous sentirons alors qui est essentiel pour faire fonctionner le pays et pourquoi Macron et les capitalistes eux ne nous servent à rien. En effet, une grève générale, quelle que soit la raison qui la déclenche, pose la question de stopper le gouvernement et de le remplacer par un gouvernement réellement au service des travailleur-ses. En grève plusieurs jours, les travailleur-ses commenceront à s'organiser, à discuter et décider. La grève est l'affaire de tous. Les grévistes. Il n'y a pas de spécialistes, regroupons les syndiqué-es et non syndiqué-es dans des assemblées générales communes.

Si Macron perd cette bataille, l'heure ne sera pas à la négociation avec lui, comme le proposent

déjà une partie des notables du PS, qui rêvent de retourner au pouvoir sur le dos de notre mouvement. Non, ce sera le moment de dégager sa loi et lui avec !

Avec la grève de masse, ce sont toutes nos revendications urgentes pour la hausse des salaires, le blocage des prix et l'abrogation des lois anti-chômeurs et des lois racistes qui seront sur la table.

Et pour les satisfaire, il nous faudra un autre gouvernement qui s'opposera aux capitalistes et à leurs partis, en prenant des mesures profondes contre leur domination. Tout d'abord, par la mise en propriété publique les grands secteurs de l'économie sous le contrôle et la gestion des travailleur-ses, pour enfin décider de ce qu'on produit et à quel prix. Ce devrait être le rôle d'un gouvernement issu de la lutte, c'est à dire de ses AG, aux côtés de représentant-es des organisations syndicales et politiques. Seul un programme authentiquement socialiste pourra permettre de mener cette confrontation contre les capitalistes... et de gagner ! C'est ce pour quoi luttent les militant-es de la Gauche révolutionnaire.

LES TRAVAILLEURS MAÎTRES DE LEUR LUTTE SUR LES LIEUX DE TRAVAIL !

■ MATHIEU JARDIN

Les assemblées générales sont un élément essentiel de l'organisation des travailleurs. Leur tenue doit être une priorité pour que les travailleurs s'approprient collectivement les enjeux et la lutte. L'AG doit être le lien entre les revendications locales, pour permettre aux travailleurs de passer en revue tous les sujets de mécontentement dans leur boîte, et les revendications nationales contre les projets du gouvernement.

L'AG peut être organisée sur les heures d'infos syndicales dans la fonction publique. Dans le privé, il faut soit la faire en dehors des heures de travail ou sur un temps de débrayage, sinon avec un accord de branche ou d'entreprise.

Elle peut aussi se poursuivre par un piquet de grève.

Pour poursuivre et amplifier la lutte jusqu'à la victoire contre le gouvernement et imposer les aspirations des travailleurs, il faut construire la grève dans les services, les ateliers. La grève appartient à tous les grévistes, syndiqué-es ou non. L'AG regroupe les travailleurs d'une même boîte mais elle peut être à l'échelle d'une localité ou d'un département pour un même secteur d'activité ou en interprofessionnelle pour se coordonner, avec des mandatés d'AG de grève.

FONCTIONNEMENT DÉMOCRATIQUE

Pendant les AG, les syndicats doivent contribuer à réaliser cette aspiration démocratique. En pé-



AG cheminote, Paris gare de Lyon, 19 janvier

riode de grève qui se généralise, leur rôle est de permettre à tous les grévistes de participer aux prises de décision. D'ancrer les actions, de diffuser massivement les tracts pour gagner l'élargissement.

Dans l'AG, les décisions sont prises au vote majoritaire : modalités, reconduction, élection des représentants mandatés et révocables, caisse de grève et équipe chargée de la gérer.

Le développement des AG est

lié au fait que les travailleurs veulent augmenter le rapport de force, deviennent des militant-es de la grève et décident par eux-mêmes. L'AG est le lieu où l'on peut communiquer les informations, discuter de l'ampleur de la grève, dans son propre secteur et dans les autres, mais aussi être plus forts pour peser sur les confédérations, sur le rythme et le contenu des orientations face au gouvernement ou au patronat.

TOUT AUGMENTE... SAUF NOS SALAIRES ! STOP !

■ PAULINE ISAMBERT

Les prix explosent, on le voit partout ; on entend qu'il faut se serrer la ceinture, que si tout le monde fait un effort, les capitalistes vont nous sortir de leur crise... Tout ça, on le sait bien, c'est du vent ! Tout augmente, sauf nos salaires ! Et pendant ce temps, ce sont toujours les mêmes qui se remplissent les poches. On a tous besoin de manger à sa faim, se loger, se chauffer. On ne devrait pas à devoir choisir. Puisque ces besoins sont vitaux, ce devrait être à la population, en lien avec les travailleurs, de décider des prix, pour ne pas se prendre 12 % d'augmentation sur l'alimentation. Elle augmente car la grande distribution se prend déjà 40 % minimum de marge sur les paysans. En plus les prix

de l'énergie et des transports explosent. Donc les produits laitiers prennent 18 % ! Nous, on s'en fiche d'avoir plusieurs marques de yaourts. C'est aussi à cause de la concurrence capitaliste que les prix augmentent.

POUR UN SERVICE PUBLIC DE LA GRANDE DISTRIBUTION !

Si tous ces besoins étaient satisfaits par un service public de la grande distribution, sous contrôle des travailleurs, en lien avec la population et les paysans, au lieu des entreprises capitalistes qui empilent les profits, les prix seraient peu chers, plafonnés et on pourrait contrôler l'approvisionnement pour n'avoir que des produits de qualité, et rémunérer les agriculteurs correctement. Sauf que renforcer les services



publics est tout sauf prévu dans le programme de Macron. C'est donc à nous de lutter pour les

défendre dans la bataille actuelle, qui n'est pas que sur les retraites mais contre toute cette politique !

LES « SYNDICALISTES DES BOIS » DE L'ÉNERGIE

■ BRUNO MARX

Depuis le début de la lutte contre la réforme des retraites portée par le gouvernement Borne, des syndicalistes CGT d'Enedis et d'Engie ont lancé des actions « Robin des bois ». Ces actions visent à diminuer les frais ou même rendre gratuite l'électricité pour les petites entreprises, les artisans, les commerçants et les services publics comme les hôpitaux, écoles, centres sportifs... Des actions qui sont bienvenues en cette période de hausse abusive

des prix de l'énergie.

Les grands groupes de l'énergie comme Enedis ou TotalEnergies n'ont aucun scrupule à monter les prix, tout ça sur base d'un marché spéculatif qui ne profite qu'à une poignée d'actionnaires et de grands patrons qui se gavent. Ils n'ont pas non plus de remords quand ils coupent le courant aux artisans ne pouvant plus payer. Par chance, les particuliers ne sont pas encore touchés par les coupures grâce à la trêve hivernale mais les capitalistes ne s'en priveront pas dès la fin de la trêve, le 1er avril. À l'inverse, ces « Robins des bois »

montrent le potentiel quand ce sont les travailleurs qui décident.

Pour avoir un réel contrôle sur les prix et la distribution de l'énergie, il faut exproprier les capitalistes de ce secteur et instaurer un monopole public. Mais avoir l'État comme unique actionnaire ne garantit rien. Il faut un contrôle démocratique et planifié, par les travailleurs du secteur et des comités de consommateurs afin de déterminer les besoins, les prix, les conditions de travail, les modes de production... Soutenons ces actions de solidarité et aux côtés des travailleurs, luttons pour un véritable service public de l'énergie !

AMAZON : NAO SOUS TENSION

■ Interview de R.C. délégué CGT Amazon Montélimar. Par Rachel Mahé

> R.M. Les négociations annuelles obligatoires (NAO) ont commencé à Amazon dans une situation sociale tendue, avec l'inflation galopante. L'état d'esprit des travailleurs est-il différent des autres années ?

> R.C. Les attentes des salariés sont d'autant plus grandes cette année sur la question des salaires au vu de l'inflation. Cela crée beaucoup de colère et de l'incompréhension au vu des profits réalisés par l'entreprise grâce à notre travail. Cette année, avec la CGT, nous exigeons 10 % d'augmentation afin de suivre à minima l'augmentation du coût de la vie.

> R.M. Penses-tu que le mouvement de grèves contre la retraite à 64 ans rende difficile la mobilisation autour des NAO, ou au



À la manifestation du 31 janvier, Montélimar

contraire l'encourage ?

> R.C. Cette attaque, c'est un peu la goutte d'eau de trop. Pour beaucoup de gens, il y a ce sentiment que toutes ces problématiques, que ce soient les attaques du gouvernement, ou ce qu'il se passe dans les entreprises, sont liées et découlent du même système, même s'ils ne savent pas forcément le définir précisément. À la CGT nous essayons de faire le lien entre toutes les revendica-

tions, même si cela ne va pas toujours assez loin vers une remise en question totale du système capitaliste. Mais dans des périodes comme celles-ci, le niveau de conscience peut vite faire un bond chez les travailleurs, syndiqués ou non. A nous d'accroître la pression à la base, pour que les travailleurs prennent conscience de leur force collective et de leur capacité à reprendre ce qui leur revient de droit.

LA POSTE : REFUSONS LA MISE À MORT D'UN SERVICE PUBLIC !

■ Sylvain Bled, Facteur à Briançon, co-secrétaire général CGT Fapt 05

Cette année marque la nouvelle planification industrielle et économique de La Poste qui s'achèvera en 2030 et commence avec le lancement de la Nouvelle Gamme Courrier (NGC). Elle se traduit entre autres par la disparition du célèbre timbre rouge, remplacé depuis le 1er janvier par la e-lettre rouge, plus lente car distribuée en J+2 et plus chère. C'est la fin du service public postal du tri, de l'acheminement et de la distribution, au profit d'une baisse des coûts de production et de la rentabilité financière.

Les conséquences sont énormes. Au Tri et Acheminement, avec le J+2, la nécessité de travailler la nuit disparaît, les agents subissent donc une baisse de leur revenu. La Distribution subit aussi ces restructurations où le tri du facteur y est mécanisé. Sa tournée est rallongée et on ne recrute pas plus d'agents. Pourtant, la charge de travail augmente à cause de l'augmentation massive du flux colis, et des outils numériques qui suppriment des services entiers dont les tâches reviennent aux facteurs.

De plus, c'est une politique environnementale désastreuse : la e-lettre rouge, dématérialisée au point A pour être distribuée physiquement, en papier au point B, fait appel aux data-centers, gourmands en électricité (pour fonctionner) et en eau (pour refroidir).

Profitons du 7 mars pour convoquer des AG, afin de discuter du mouvement, des moyens nécessaires pour faire notre travail, en lien avec les besoins des usagers.

MACRON ET LE RESTE DE LA DROITE CHERCHENT À ASSERVIR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Après avoir annoncé vouloir faire une nouvelle loi répressive contre les travailleurs immigrés fin 2022, Darmanin et Macron entendent encore plus grande des travailleurs étrangers en les soumettant au bon vouloir du patronat.

Comme la loi « Collomb » de 2018, l'esprit de la loi est de toujours plus restreindre les flux, faciliter les expulsions en élargissant les motifs et personnes visées, en ajoutant aux OQTF (Obligation de quitter le territoire français) des interdictions d'entrée sur le territoire, en évinçant les déboutés de l'asile ou du titre de séjour de leurs logements sociaux, en les mettant sur la liste des personnes recherchées. Donc au final d'empêcher toute intégration en créant une peur constante d'être expulsé. Ce sera encore plus le cas avec le nouveau titre de séjour « métiers en tension » – comprendre : secteurs avec salaires pourris. Macron crée

donc un permis de surexploiter.

Enfin, cette loi montre à quel point Renaissance penche à droite en reprenant le discours xénophobe et raciste du RN partagé également par LR, visant à diviser la classe ouvrière pour mieux l'exploiter et l'empêcher de s'organiser contre son vrai ennemi : les capitalistes.

Pour combattre les capitalistes, l'unité de la classe ouvrière est primordiale en plus de la nécessité d'un programme socialiste dont une partie doit porter sur la question des droits des travailleurs étrangers. La norme doit être un titre de séjour de 10 ans, et la régularisation de tous les travailleurs sans papiers car pour que l'exploitation cesse nous devons tous être égaux. Dans l'immédiat il est essentiel de s'opposer fermement et à cette loi et à la loi de 2018 et de lancer une lutte offensive pour atteindre l'égalité et un traitement digne pour tous les travailleurs.

■ MARIE

DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT, TOUS « ÉCO-TERRORISTES » ?

Le 6 janvier dernier, le procès des paysans soutenus par la Confédération Paysanne s'est tenu. Ils risquent de la prison avec sursis et une interdiction de territoire pour avoir seulement débâché la méga-bassine illégale de Cramchaban en Charente Maritime lors de la manifestation du 6 novembre 2021. Julien Le Guet, le porte-parole du mouvement « Bassines non merci » dans les Deux-Sèvres a trouvé un traceur de surveillance policière sous son véhicule. Le 25 mars, la Confédération Paysanne ira manifester avec les Bassines Non Merci, la FI et d'autres forces dans le Poitou. À l'heure où l'eau vient à manquer dans les cultures, l'État préfère déployer un arsenal de répression impressionnant à chaque manifestation contre l'implantation de

méga-bassines illégales et de taxer les militants « d'éco-terrorisme », alors que ces manif défendent l'environnement et la nécessité d'une agriculture plus résiliente !

Pour gagner, il faut construire des luttes à long terme en lien avec les paysans et la population. En Seine-et-Marne, le collectif Val Béton se bat contre l'agrandissement d'une zone logistique existante sur 150 hectares agricoles. La Gauche Révolutionnaire soutient le collectif qui se compose de paysans et de citoyens. Ces luttes sont solides et ont moins de chances de subir la répression si nous les construisons en impliquant le plus largement possible, y compris la population qui parfois n'est pas informée d'un projet qui a lieu devant chez elle !

■ PAULINE ISAMBERT

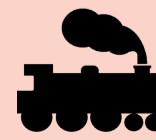
POUR UNE GRÈVE MASSIVE ET DÉMOCRATIQUE À LA SNCF !

Si les cheminot-es sont nombreux-ses en grève contre la réforme des retraites (qui nous touche tous, et pas que les contractuels contrairement à ce que disait E.Borne au début), ils ne sont pas forcément nombreux en AG. Le mouvement est donc conduit exclusivement par les directions syndicales.

Les cheminots ressentent encore le sentiment de solitude issu de la réforme de 2019, durant laquelle le secteur le plus organisé et en lutte était la SNCF, mais c'était l'un des seuls à l'être aussi massivement. Les cheminots

attendent que d'autres secteurs soient plus massivement en lutte (ce qui est le cas des électriciens d'EDF, mais ils sont quasiment les seuls ici aussi), pour reprendre les choses plus sérieusement et venir en assemblée générale afin de décider des suites et des actions pour populariser la grève. La date du 7 mars, avec la possibilité d'aller vers une grève reconductible, peut changer radicalement les choses dans l'engagement des cheminots dans une lutte plus massive et pleinement démocratique via nos assemblées générales.

■ PEM





NON À LA ZFE-M ROUEN : ZONE À FORTE EXCLUSION ! ON NE LÂCHE PAS L'AFFAIRE !

Les travailleur-es paient et sont menacés d'amendes au 1er mars 2023 alors que Lubrizol ou Bolloré polluent l'agglomération sans être

inquiétés ! Nouvelles mobilisations contre la mise en place anticipée de la Zone à Faible Emission dans la métropole de Rouen.



Rassemblement unitaire le lundi 6 février 2023 à l'initiative de Décidons Petit-Quevilly, collectif militant municipal fondé en novembre 2019, soutenu par la FI



Samedi 25 février 2023 : action ralentissement à l'initiative de la France insoumise et de la députée LFI Alma Dufour. Ici, prise de parole de Leïla Messaoudi, conseillère municipale Décidons Petit-Quevilly depuis 3 ans, militante du Groupe d'action Petit-Quevilly insoumis et porte-parole de la Gauche révolutionnaire

QUELLE PLACE POUR LES FEMMES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER ?

■ RACHEL

Pour être en mesure de défendre les intérêts de toute la classe ouvrière, il est nécessaire de lutter dans ses propres organisations (partis, syndicats...) pour des politiques (et donc des pratiques) qui luttent contre l'oppression des femmes et donc y encouragent et garantissent leur implication, tout particulièrement les travailleuses. Les divisions sexistes sont à la base de la société capitaliste ; la lutte contre le capitalisme ne se fera pas sans les travailleuses. Quand elles entrent en lutte, elles s'engagent souvent très profondément car elles remettent en cause toute leur vie. Ce n'est pas seulement une question de courage mais le fruit de l'oppression spécifique des femmes. Celle-ci rend plus compliqué l'engagement car à côté il y a la gestion de la famille au sens large.

NE PAS FAIRE PASSER LA FORME AVANT LE FOND

Néanmoins, la question du genre est souvent détachée du fond comme si ce n'était pas une question éminemment politique mais morale. Par exemple, certaines discussions ont surgi au sein de la CGT, en préparation du congrès car Philippe Martinez veut être remplacé par Marie Buisson avec comme principal argument que la CGT « doit franchir un cap » en portant une



Dirigeantes, militantes et sympathisantes de la Gauche révolutionnaire. À la GR, la majorité de nos dirigeant-es sont des femmes, ce n'est ni par hasard ni par opportunisme : c'est le fruit de notre politique !

femme à sa tête. Effectivement, ça serait positif, mais quelle orientation il ou elle défend pour animer le syndicat ? C'est le premier débat à avoir, et il ne se résume pas à un nom ou à un genre. Or dans le débat, toute forme d'opposition est caricaturée au fait de refuser la candidate « parce que c'est une femme » et non en raison de son programme. Cela revient à utiliser cette question à des fins politiciennes, sans que la place des femmes dans le syndicat n'avance pour autant.

ORGANISER DE MANIÈRE CONSCIENTE

Les organisations du mouvement ouvrier doivent former des militantes. Qu'elles puissent être des cadres dirigeantes de lutte et non « que » dans des tâches administratives ou organisation-

nelles. Dans une lutte, dans une organisation, il faut donner les moyens : garder les enfants si nécessaire, adapter les réunions et actions aux moments qui permettent aussi aux travailleuses d'être présentes.

Le mouvement ouvrier doit être le meilleur défenseur des femmes en particulier dans les luttes contre les violences domestiques, le harcèlement et le sexisme, notamment sur les lieux de travail, par des campagnes publiques et internes et dans la bataille pour l'ensemble des droits reproductifs et pour des services publics gratuits et de qualité.

Les débats et les campagnes pour les droits des femmes doivent être pris en charge par toutes et tous. Les femmes doivent pouvoir mener des campagnes et s'organiser spécifique-

ment si nécessaire. Pour autant, elles ne sont pas réduites au fait d'être des femmes. Et leurs luttes ne doivent pas s'y cantonner. C'est le rôle des organisations ouvrières de lutter pour cela.

Nous voulons toutes et tous que que l'ambiance soit fraternelle. Pour cela, il faut combattre constamment les préjugés, attitudes ou propos sexistes avec des instances qui permettent de prendre des décisions démocratiquement en cas de problème et faire ainsi en sorte que les droits de chacun-e soient respectés. Notre objectif doit être l'unité de la classe ouvrière, en intégrant les questions de sexe, de genre, de nationalité... car il n'y a qu'avec la plus grande unité possible de toutes ses composantes que la classe ouvrière sera en mesure de renverser le capitalisme.

10ÈME CONGRÈS NATIONAL DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE DÉVELOPPER NOS FORCES DANS UN CONTEXTE DE REMONTÉE DE LA LUTTE DES CLASSES !

■ RACHEL

Le capitalisme est confronté à une série de crises qui s'alimentent entre elles et qui transforment le monde dans lequel nous évoluons. Que ce soit sur le plan environnemental, sanitaire, géopolitique, économique... les menaces sont nombreuses et comme toujours, les capitalistes n'ont aucune solution si ce n'est de faire payer les conséquences de ces crises aux travailleurs et aux populations les plus pauvres.

Dans cette situation, le rejet des politiques capitalistes croît et

la défiance vis à vis des classes dirigeantes est de plus en plus forte. Des explosions de colère à caractère plus ou moins révolutionnaire se produisent sur tous les continents : Sri Lanka, Iran, Chili, Soudan, Grande-Bretagne, France... Mais à ce jour, la classe ouvrière manque de perspectives politiques et d'une direction consciente du rôle qu'elle devrait jouer pour prendre le pouvoir des mains des capitalistes. Seul un programme socialiste révolutionnaire est en mesure d'apporter ces perspectives et de développer une organisation de la lutte qui permette

à la classe ouvrière d'en prendre la tête pour en finir enfin avec le capitalisme.

LE CONGRÈS, UN MOMENT FORT, DÉMOCRATIQUE ET DYNAMISANT

Le congrès est le moment le plus important de la vie interne de l'organisation qui permet d'impliquer tous les camarades dans des discussions sur la situation politique et sociale, notre rôle, notre fonctionnement et notre construction. Les discussions s'étalent sur plusieurs semaines dans des réunions locales de section et s'articulent autour de textes pour affiner notre analyse de la période, ses enjeux et nos perspectives.

Le congrès est aussi un moment de bilan où nous faisons le point sur les objectifs que nous nous étions fixés, la ligne politique développée, le matériel produit... Puis nous nous réunissons nationalement sur un week-end pour

valider notre politique et élire la direction nationale des deux prochaines années.

Pour de nombreux camarades qui nous ont rejoint récemment, ce sera une première expérience de congrès. Comme marxistes, nous avons une attention particulière à ce qu'ils soient formés politiquement et prennent une place active dans l'organisation. Le congrès en sera une étape.

La GR a étendu sa surface ces derniers mois et la perspective de création de sections dans de nouvelles villes crée également une très bonne dynamique !

Le contexte de remontée de la lutte des classes et le mouvement contre la réforme des retraites en France rendent ce congrès particulièrement enthousiasmant. Il aura la perspective directe de notre intervention active dans la lutte contre toute la politique de Macron et plus généralement, pour renforcer la classe ouvrière et la majorité de la population face au capitalisme et aux partis qui les servent.

DONNEZ AU FONDS DE LUTTE !

Si vous soutenez nos idées et notre organisation, n'hésitez pas à donner à notre fonds de lutte (voir coupon ci-contre) ! Nous ne recevons aucune subvention ; notre indépendance financière est indispensable à notre indé-

pendance politique. Cela veut dire que nous finançons entièrement tous nos tracts, nos affiches, nos voyages militants... Chaque euro donné est important et permet de financer notre parti, nos activités et la propagation de nos idées !

REJOIGNEZ LA GR !

Contactez-nous pour discuter avec nous et nous rejoindre !

Appelez-nous/SMS au : 07.81.32.75.89

Par mail : contact@gaucherevolutionnaire.fr

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- RECEVOIR LA NEWSLETTER
- RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN15 €
- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOUTIEN)20 €
- ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN30 €

JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- _____ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- _____ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED
N° FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Retournez ce coupon à : Les amis de l'Égalité
82 rue Jeanne d'Arc, Centre 166
76000 Rouen

NOM / PRÉNOM : _____
ADRESSE MAIL : _____
TÉLÉPHONE : _____
ADRESSE POSTALE : _____

Vous pouvez aussi nous contacter, faire un don et vous abonner à L'Égalité sur notre site :
WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR

GRANDE-BRETAGNE : LE RÉVEIL DE LA LUTTE DES CLASSES

■ SKÁLD

Après la mobilisation d'un demi-million de grévistes du 1er février, les perspectives de lutte en Grande-Bretagne se multiplient. L'objectif de construire une mobilisation nationale offensive contre le gouvernement, portée par les syndicats, porte ses fruits dans de nombreux secteurs. L'occasion de développer la lutte à l'ensemble des secteurs se profile autour du 15 mars, date de présentation des budgets par le gouvernement conservateur. Tous les travailleurs en lutte et leurs soutiens sont appelés à manifester massivement dans les rues de Londres et Cardiff ce jour là, et de plus en plus de secteurs entrent en grève tout au long du mois de mars : la Santé, l'Éducation, la fonction publique, le rail...

Des milliers de travailleurs ont enduré plus qu'ils ne pouvaient, et la contre-attaque a commencé. Le slogan « Grève tous ensemble » a trouvé un grand écho parmi les grévistes et leurs soutiens.

POUR UNE ALTERNATIVE POLITIQUE À SUNAK

Le parti conservateur marche sur des œufs. Les Premiers ministres conservateurs Boris John-



son et Liz Truss ont été contraints de démissionner il y a encore peu de temps. Le Labour Party (travailleuse) talonne les Tories (conservateurs) dans les sondages quand il n'occupe pas la première place. Alors que la colère monte dans tout le pays, la classe ouvrière a besoin d'un outil de lutte pour saisir cette opportunité et renverser le gouvernement pro-capitaliste. Le Labour de Starmer ne remplit plus ce rôle qui permettrait de construire une alternative politique aux gouvernements pro-capitalistes comme l'actuel gouvernement de Sunak. Les soutiens de Starmer au sein du Parti travailliste se targuent de défendre une politique « à la fois pro-travailleurs et pro-business ». Ces intérêts sont antagoniques et Starmer se situe clairement dans le camp du patronat qui considère même, aujourd'hui, que le Labour

est un parti fiable pour le défendre. Ce parti ne permet plus au mouvement ouvrier de lutter pour ses intérêts, et ceux qui défendent un programme réellement socialiste en sont exclus.

LE BESOIN D'UNE VOIX INDÉPENDANTE

Jeremy Corbyn, principale figure de l'opposition de gauche au sein du Labour, est muselé par son propre parti, interdit de prétendre à la direction de celui-ci suite à des campagnes diffamatoires visant à l'écartier. En plus de lutter contre ces attaques antidémocratiques, il doit continuer à porter un programme anti-austérité et développer une opposition socialiste aux politiques capitalistes, en s'appuyant sur les grévistes, les étudiants qui défendent l'éduca-

tion gratuite, les travailleurs précaires, et tous ceux qui subissent le coût de la vie. Étendre l'opposition aux deux partis britanniques traditionnels pourrait mettre le feu aux poudres dans tout le pays, et serait un pas en avant vers la mise en place d'un gouvernement réellement socialiste organisé par et pour les travailleurs.

Notre organisation sœur en Angleterre et Pays-de-Galles, le Socialist Party, appelle les syndicats à créer leur propre liste électorale autour de travailleurs de leurs rangs et des députés travaillistes sincères, exclus du parti pour avoir osé défendre les intérêts des travailleurs. Une telle liste serait un pas en avant pour organiser la classe ouvrière autour d'un programme socialiste, de lutte, en opposition à celles du Labour et des Tories.

GUADELOUPE : DES MOBILISATIONS MASSIVES QUI EN APPELLENT D'AUTRES

La mobilisation contre la casse des retraites a connu un écho important en Guadeloupe aussi. Cette attaque majeure ajoute à la crise économique et sociale de cette région. Les revendications pour la retraite se sont ajoutées à celles pour la réintégration des personnels soignants suspendus, contre les 136 suppressions de postes dans l'Éducation, contre la vie chère... Les luttes pour les salaires et de meilleures conditions de travail (comme la grève de 2 mois à EDF) ont aussi renforcé la mobilisation, sachant que EDF a réalisé 331 millions d'euros de bénéfices en une année sur l'ensemble des DOM et la Corse.

Des barrages ont eu lieu

au port, au CHU et devant de nombreux établissements scolaires. La participation de la jeunesse a été particulièrement forte, car l'attaque contre les retraites symbolise encore plus durement l'absence d'avenir dans un archipel où 44 % des jeunes vont faire leurs études hors de Guadeloupe ou Martinique, faute de formation sur place et 37 % de la population native de ces îles vit ailleurs.

Toutes les revendications qui ont nourri les luttes des dernières années contre la vie chère et contre la gestion coloniale de l'archipel (exploitation et répression en particulier) renforceront les prochaines grèves et mobilisations.

■ VIRGINIE PRÉGNY

PATAGONIE : L'ELDORADO DES EXPLOITANTS SYLVESTRES

La Patagonie, vaste espace d'Amérique du Sud, est depuis plusieurs années le nouvel Eldorado des grands exploitants du bois. L'encadrement des entreprises y est beaucoup plus faible, ce qui permet d'exploiter davantage le bois et les travailleurs. La région

est peuplée de Mapuches, un peuple qui y est présent depuis toujours. Dans cette région, les entreprises capitalistes comme Total font de l'exploitation de gaz de schiste et de pétrole, en rejetant les déchets à l'air libre et dans l'eau, empoisonnant les sols et leurs habitants.

UKRAINE : MACRON LA MAGOUILLE À LA MANŒUVRE



■ CÉCILE RIMBOUD

Cela fait un an que la guerre en Ukraine a commencé. La Russie occupe encore aujourd'hui une sixième de l'Ukraine et a augmenté ses troupes sur le terrain. Morts et destruction continuent, avec un des bilans humains les plus lourds depuis la 2ème guerre mondiale. Côté impérialistes, ça rivalise de larmes de crocodile.

Depuis un an, l'armée française a fourni discrètement canons, missiles anti-char, véhicules... C'est après la visite de Zelensky, début février, que Macron a fait la promesse de livrer des chars, « une escalade du conflit » selon Poutine. Macron va en Chine en avril pour jouer le pacificateur afin de « dissuader » Xi d'envoyer des armes en Russie, pour « bâtir la paix »... tout en envoyant lui-même des chars en Ukraine. Logique ! En fait, il voudrait devancer la Chine dans ce rôle de médiation.

Ces manœuvres sont toujours



Depuis le début de la guerre, Macron veut se la jouer médiateur suprême, tentant de ne pas trop fâcher la Russie pour protéger les multinationales françaises

pour protéger les intérêts des capitalistes français. Or, il s'agit de ne pas trop se fâcher avec la Russie puisque 89 % des entreprises françaises y ayant des filiales n'ont pas désinvesti, dont Auchan et Leroy-Merlin (famille Mulliez), TotalEnergies, Bonduelle...

Cet envoi d'armement sert aussi de prétexte à Poutine et à l'oligarchie pour réprimer largement en jouant sur le nationalisme, et enrôler de force en dénonçant l'implication de fait de l'Otan dans la guerre.

L'envoi d'armes ne peut pas stopper la guerre, l'objectif étant d'aider à écraser l'autre camp, pour mieux se servir dans les décombres sur le dos des populations, lorgnant des intérêts

économiques et géostratégiques.

► Non à l'envoi d'armes !

Aucune pause du conflit sur des bases capitalistes ou impérialistes ne sera une résolution de quoi que ce soit. Ni Poutine, ni Zelensky, ni l'Otan, ni aucun gouvernement capitaliste ne sont pour l'autodétermination des peuples de la région, ni la fin de l'exploitation des ressources et des travailleurs par les capitalistes et les multinationales. Seuls des mouvements indépendants des classes ouvrières et de leurs organisations peuvent gagner cela grâce à leur mobilisation massive. En nous mobilisant, en manifestant, nous pouvons soutenir cette perspective.

► Non à la guerre !

TURQUIE/SYRIE : CE N'EST PAS LE SÉISME, C'EST LE CAPITALISME QUI TUE !

L'impact des tremblements de terre de magnitude 7,7 et 7,6 qui ont lieu le 6 février dernier à Kahramanmaraş (Turquie) se poursuit dans tout le pays mais également en Syrie. On dénombre actuellement plus de 45 000 morts en Turquie, plus de 11 000 bâtiments effondrés, 200 000 personnes déplacées, et plus de 150 000 sont encore sous les décombres.

POLITIQUE CRIMINELLE DES CAPITALISTES ET RÉPRESSION

Le nombre très important de morts s'explique par la corruption et le capitalisme. Depuis 22 ans, Erdogan met en place et applique des lois nommées « amnistie de zonage » visant à enregistrer et à légaliser les constructions illégales sur les zones à risque. En contrepartie, le gouvernement s'est laissé corrompre par les promoteurs immobiliers parmi

lesquels plusieurs élus rattachés à l'AKP, le parti d'Erdogan.

Totalement dépassé par la situation, le gouvernement a très rapidement limité l'accès aux réseaux sociaux comme Twitter et a installé une police pour réprimer la population. De nombreuses personnes ont été arrêtées suite à leur propos concernant la politique d'Erdogan.

En Syrie, l'embargo de Biden a limité les aides, et la situation est aussi catastrophique. Déjà décimée par la guerre civile, la Syrie fait face à une misère entretenue par les politiques criminelles des capitalistes.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Dès le début, ce sont les travailleurs organisés qui ont été sur place afin d'aider les populations victimes du séisme : des syndicats, des organisations de gauche, des groupes communau-

taires et des milliers de bénévoles tentent de sauver les personnes piégées dans les décombres et de fournir des produits de première nécessité aux survivants.

Ces initiatives peuvent servir de tremplin à la formation d'équipes de quartier démocratiques et multiculturelles, composées de travailleurs et des populations locales pour une meilleure coordination des opérations de sauvetage et la fourniture de produits de première nécessité dans l'immédiat.

La situation est explosive en Turquie : en plus de l'inflation galopante et du séisme, les prochaines élections présidentielles auront lieu en mai. Il est urgent que le mouvement ouvrier en Turquie entame les discussions sur la formation d'un nouveau parti de masse des travailleurs, avec un programme socialiste, pour dégager Erdogan et sa politique en luttant pour des emplois, des logements et un bon niveau de vie pour toute la population.



LA JEUNESSE ENTRE EN LUTTE AVEC LES TRAVAILLEURS, LES CAPITALISTES PRENNENT PEUR !

ORGANISONS-NOUS !

■ **JOPHIEL BARCELO**

« Que les jeunes bloquent, c'est notre hantise » disait un parlementaire de Renaissance le 10 février pour expliquer le report de la généralisation du SNU (service national universel). L'idée de cette démarche était de ne pas donner aux jeunes une autre raison de se mobiliser et de maintenir un certain calme dans les lycées. Une mobilisation massive de la jeunesse fait donc peur au gouvernement. Pourtant, la jeunesse s'engage déjà partout en France en multipliant les actions contre la réforme des retraites.

On peut notamment citer le blocage de Rennes 2, mais aussi de Sciences Po ou encore de la Sorbonne le 7 février. Cette mobilisation n'est pas limitée aux facs, on la retrouve également chez les lycéens. Le lycée Guist'Hau à Nantes a également été bloqué à cette date, et il y a aussi eu une tentative de blocage au lycée Marie Curie à Marseille, et tant d'autres. Le 16 février, à Paris, 200 étudiants ont participé à la

manifestation. Et plein de jeunes viennent aux manifs de leur côté.

Si ces manifestations prennent forme au sein du mouvement actuel contre la réforme des retraites, elles traduisent aussi une colère plus globale parmi les jeunes dont les conditions de vie et d'études n'ont cessé de se détériorer depuis que Macron est au pouvoir.

Le 9 février, une proposition de loi pour garantir les repas à 1 euro pour tous les étudiants au CROUS a été examinée à l'Assemblée. Elle a fini par être refusée à une voix près : 184 voix contre, et 183 voix pour. Pourtant, la précarité étudiante reste toujours aussi forte et cette mesure aurait garanti aux étudiants de pouvoir se nourrir. Cet exemple ne fait qu'appuyer ce qu'on a déjà pu observer ces dernières années : un mépris total du gouvernement de Macron pour les étudiants !

Le salaire des jeunes travailleurs est beaucoup trop bas et ne leur permet pas d'avoir de bonnes conditions de vie. En effet, selon l'INSEE (2019), un salarié à bas salaire sur quatre a moins de 26 ans.

Dans les lycées, la réforme ainsi

que Parcoursup continue de mettre à mal les élèves, qui sont sous pression constante et doivent faire face à la sélection qui ne leur garantit par l'accès à des études.

Incertains de leur avenir, sous pression, vivant dans la précarité... Les jeunes ne manquent donc pas de raisons de se mobiliser contre le gouvernement. Les jeunes ont le pouvoir, en s'unissant aux travailleurs, de changer les choses. Historiquement, des mouvements contestataires importants tels que mai 68 ont démarré grâce à la jeunesse. Comme le disait Karl

Liebknecht : « La jeunesse est la flamme de la révolution » !

La réaction de Renaissance montre que la mobilisation de la jeunesse fait peur aux capitalistes. En s'alliant aux travailleurs, les jeunes peuvent changer notre société pour aller vers une société socialiste, plus juste, fondée sur la propriété commune des moyens de production et dans laquelle tout le monde peut subvenir à ses besoins ! C'est pourquoi, à la Gauche Révolutionnaire, nous appelons les jeunes à rejoindre la lutte et à se battre à nos côtés pour un monde meilleur !



COMMENT SE MOBILISER MASSIVEMENT DANS LES LYCÉES ET LES FACS ?

Depuis le 6 février, de nombreux étudiants et lycéens se mobilisent contre la réforme des retraites et plus généralement contre leur situation sociale.

L'enjeu est de faire entrer en lutte un plus grand nombre de jeunes ! Il est nécessaire de multiplier les AG qui permettent de discuter du fond, de décider collectivement des actions à mener (militar à la fac, auprès des travailleurs...), de comment s'organiser, etc.

Sur certaines facs et lycées, des blocus sont organisés mais ce type

d'action trouve vite ses limites. Comme on reste un nombre restreint sur place, le blocus ne permet pas à suffisamment de jeunes de faire de la politique, de discuter et de s'organiser. Faisons plutôt des piquets de grève (sous forme de barrage filtrants par exemple) devant nos établissements, pour inviter une majorité à se mobiliser, s'organiser, être visibles, partir ensemble en manif. Cela permet aussi d'éviter les fermetures administratives qui cassent la lutte et la réprimant.

■ **LÉON R.**

CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

La situation de crise sociale et économique demande des mesures d'urgence : voici les revendications que la Gauche Révolutionnaire défend.

TRAVAIL, SALAIRE

- ▶ Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation ; pas de salaire ni de revenu sous 1 600 € net.
- ▶ Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique des groupes qui licencient ! Embauches massives dans les services publics (Santé, troisième âge, environnement...) ! Un emploi pour tous : baisse du temps de travail à 32 h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé !
- ▶ Prenons dans les profits du CAC 40 (172 milliards d'euros de profits en 2022 !) pour financer l'emploi, aider les artisans/TPE et PME. Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
- ▶ Pas touche à nos retraites ! Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
- ▶ Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les travailleurs.

SANTÉ

- ▶ Arrêt des politiques de casse de la Santé et des services publics. Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (depuis les multinationales du médicament jusqu'aux groupes privés de maisons de retraite/Ehpad).
- ▶ Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens et des embauches à la hauteur des besoins définis démocratiquement.

ÉDUCATION

- ▶ Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à l'Université !
- ▶ Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

DROITS DÉMOCRATIQUES

- ▶ Non aux restrictions sur le droit de retrait et le droit de grève. Garantie du droit de manifester dans les conditions

de sûreté déterminées par les organisations de travailleurs.

- ▶ Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.
- ▶ Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.)

LOGEMENT

- ▶ Un logement décent pour toutes et tous. Réquisition des logements vides. Aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition de la population.
- ▶ Des moyens supplémentaires pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

PRÉPARER UNE LUTTE DE MASSE

- ▶ Les confédérations syndicales doivent être les premières à défendre les travailleurs mis en danger, à faire campagne pour les salaires, conditions de travail... Elles doivent préparer une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.
- ▶ Construction de syndicats combattifs dans tous les secteurs pour permettre aux travailleurs de lutter !

POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

- ▶ Des millions de jeunes et de travailleurs se mettent en lutte contre les politiques qui détruisent nos vies et notre environnement pour les seuls profits des ultra-riches. Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, un outil vivant et démocratique, ouvert à toutes et tous, travailleur-ses, syndicalistes, jeunes, retraité-es, pour défendre un programme de lutte commun.

POUR LE SOCIALISME !

- ▶ Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.
- ▶ Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

CONTACTEZ-NOUS !

07. 81. 32. 75. 89
CONTACT@GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR

FB : @GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE
TWITTER : @GAUCHE_REVO

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ,
82 RUE JEANNE D'ARC,
CENTRE 166, 76000 ROUEN

WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR ★